



La Commune



La répression en réponse à l'échec électoral

Après l'échec de Recep Tayyip Erdogan aux dernières élections, le gouvernement turc islamo-conservateur lance ses flics et son armée sur les défenseurs de la démocratie et le peuple kurde. Erdogan a vu son rêve brisé, celui de mettre en place un régime présidentiel à sa taille et en finir avec l'actuel régime parlementaire. L'armée turque, pour sa part, a mis en place une série de bombardements visant essentiellement le peuple kurde.

Dix ans Premier ministre, Erdogan a été élu président en août 2014 avec 52 % des voix dès le premier tour. Il espérait, dans la foulée, obtenir une majorité des deux tiers à l'assemblée pour modifier la Constitution et mettre en place un régime présidentiel taillé pour lui. Il a échoué. Les urnes ne lui donnant que 40 % des voix et l'apparition à l'assemblée de l'HDP (Parti Démocratique des Peuples).

Coup dur électoral pour Erdogan

L'HDP est dirigée par un homme politique kurde Selahattin Demirtas, parti dont tous les postes à responsabilité sont soumis à la parité hommes-femmes, qui défend la reconnaissance du génocide arménien. En bloquant l'accroissement des pouvoirs d'Erdogan, l'HDP est devenue une cible pour le régime.

La répression est le nerf politique du gouvernement turque. Les affrontements de la place Taksim à Istanbul avaient fait suite à une interdiction de manifester le premier mai. Des centaines d'arrestations, un manifestant tué par la police. Depuis les élections du 7 juin dernier les arrestations n'ont pas cessé. Au cours des dernières semaines ce sont plus de 1600 personnes qui ont été arrêtées. La plupart étant des membres du PKK, des partisans de l'EI (vite relâchés, eux), mais aussi des syndicalistes et des militants de gauche. Les autorités ont bloqué plus de 90 sites internet d'information le 3 août, y compris des sites grand public.

Livraisons secrètes d'armes aux islamistes syriens

Les seuls médias disponibles sont ceux qui suivent la ligne gouvernementale. Le rédacteur en chef du grand journal quotidien « Cumhuriyet », Can Dündar, est menacé d'une peine de prison à vie pour avoir diffusé une vidéo montrant des livraisons secrètes d'armes turques aux combattants islamistes en Syrie. Erdogan tente une vaste opération contre le HDP basée sur une campagne médiatique dénonçant les rapports entre le PKK et le HDP. Le gouvernement a lancé une offensive judiciaire contre les élus de l'HDP, dont Selahattin Demirtas, accusé de « troubles de l'ordre public » et « incitation à la violence ». L'offensive est généralisée, assassinats de militants et d'habitants dans plusieurs provinces de Turquie.

Offensive anti-kurde

L'attentat suicide du 20 juillet dans la ville frontalière majoritairement kurde de Suruç a tué 31 militants et de nombreuses autres personnes qui prévoyaient de se rendre dans la ville de Kobane pour aider à la reconstruction. Le gouvernement attribue l'attentat à l'EI, les Kurdes en accusant le gouvernement. Sous prétexte de mener le combat contre EI, la Turquie déclare rejoindre la coalition internationale et ouvre sa base aérienne d'Incirlik aux forces aériennes des différents pays impliqués dans le conflit, Washington donnant son accord. Depuis le 24 juillet dernier, les bombardements ciblent prioritairement les bases arrière

du PKK dans les montagnes du Kurdistan et ont tué 400 personnes selon Ankara et celles du PYD syrien. Erdogan vient de mettre fin à dix ans de négociations secrètes avec le PKK au risque de réamorcer la guerre entre le pouvoir et le PKK. Ainsi, le 26 juillet, le PKK revendique un attentat contre un convoi militaire tuant deux soldats turcs, et depuis les affrontements sont quotidiens.

Une double offensive mûrement réfléchie

L'échec électoral est insupportable pour Erdogan et l'AKP son parti. Les attentats leur ont donné le prétexte attendu pour s'attaquer frontalement au peuple kurde et à la classe ouvrière turque. En lançant la guerre sur deux fronts Erdogan et l'AKP témoignent de leur volonté de se maintenir au pouvoir à tout prix . La guerre intérieure et celle menée à l'étranger servent à tenter de détourner la colère grandissante sur les questions sociales, économiques et politiques, à tenter de diviser les travailleurs et de créer les conditions pour mettre en place un pouvoir autoritaire. Pour l'heure l'ex-premier ministre, Ahmet Davutoglu, ne semble pas avoir réussi à mettre en place un gouvernement. Erdogan annonce la tenue d'un congrès exceptionnel de l'AKP en septembre et la commission électorale des élections législatives anticipées pour le premier novembre. En Turquie, tout est possible.

Francis Charpentier, 26 août 2015

Modifié le jeudi 03 septembre 2015

Voir aussi dans la catégorie Turquie



La situation politique en Turquie et notre lutte

En Europe, quand on parle de la Turquie, tout le monde pense au régime autoritaire d'un seul homme - Erdoğan - et à son influence au Proche-Orient par son soutien au djihadistes en Syrie et en... »



Erdoğan, le glissement totalitaire

Le « coup d'État » improvisé du 15 juillet 2016 a donné à Erdoğan les moyens de faire sauter les derniers verrous institutionnels en instaurant l'état d'urgence qui lui permet de... »

Erdoğan, gourdin de l'impérialisme

À la jonction des deux continents, la Turquie n'est pas un État démocratique, au sens où la bourgeoisie libérale l'entend. Erdoğan entend y faire régner le talon de fer. Et, sous couleur de... »

La répression en réponse à l'échec électoral

Après l'échec de Recep Tayyip Erdogan aux dernières élections, le gouvernement turc islamo-conservateur lance ses flics et son armée sur les défenseurs de la démocratie et le peuple kurde.... >>
